Conférence de l'Union internationale des magistrats : Le Président Goita invite à une réflexion pointue !

MALI

1291

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 22 FEVRIER 2023

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Saccage de la Maison de la presse Inadmissible !

Propos « inamicaux » de Charles Michel sur le Mali : Bamako proteste !

... corruption en Afrique : Bamako, capitale de la lutte contre la corruption

COVID 19
CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

21 Fev. 2023

RESPECTONS
LES MESURES BARRIÈRES

- Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respecter
- Se laver les mains regulièrement
- Tousser ou eternuer dans le coude
- Respecter la distance de sécurité
- Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains
- Eviter de se serrer les mains
- Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

342

Nouveaux cas confirmés	Nouveaux guéris	Nouveaux décès
28	11	00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

649 145 Vaccinations incomplètes

2 938 294 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés	Guéris	Décès
32 946	32 022	743

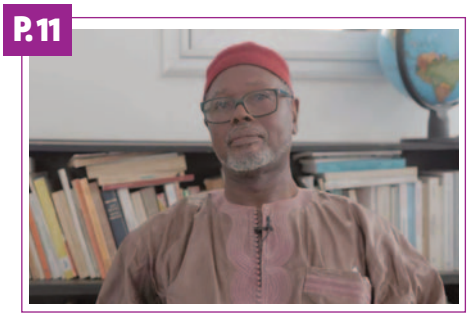
dont 71 font l'objet d'un suivi médical

MALIKILÉ | Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

Sommaire «

P. 11



P. 14

P. 23

/ Une /

Saccage de la Maison de la presse : Inadmissible ! P. 5

/ Brèves /

LES PARTIS, REGROUPEMENTS POLITIQUES, ET ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE SIGNATAIRES DE L'APPEL DU 20 FEVRIER 2023 POUR SAUVER LE MALI COMMUNIQUE : P. 10
UMOA : La liquidité bancaire s'est améliorée de 116 milliards FCFA en décembre 2022
Alioune Tine : L'expert de l'ONU sur le Mali accuse Wagner de "terroriser" la population P. 11
COMUNIQUE DE PRESSE : La MINUSMA perd trois casques bleus par explosion d'un engin improvisé dans le Centre du Mali P. 11

/ Actualité /

Première édition du Salon des Investisseurs pour l'Énergie au Mali : EDM entend mobiliser 580 milliards de FCFA P. 14
Conférence de haut niveau sur la corruption en Afrique : Bamako, capitale de la lutte contre la corruption P. 16
Journées scientifiques sur les pathologies : Un Atelier de précongrès pour peaufiner les préparatifs P. 17
Pourquoi Choguel n'est pas allé à Bourem Ansongo : "Une reprise des hostilités est contraire à la philosophie du gouvernement » P. 18
Bicéphalisme au SNESUP : Le Dr Abdoul malle promet la prison à son rival P. 19

/ Politique /

Atteinte à la liberté de réunion : Ferme condamnation de « L'appel du 20 février 2023 pour sauver le Mali » P. 21
Conférence de l'Union internationale des magistrats : Le Président Goita invite à une réflexion pointue ! P. 23
Propos « inamicaux » de Charles Michel sur le Mali : Bamako proteste ! P. 24
Difficultés de mise en œuvre de l'Accord d'Alger : La Médiation internationale préoccupée P. 25
Sans tabou : Pourquoi tant d'acharnement contre Choguel ? P. 26

/ Culture & société /

Rayonnement de la culture malienne à l'extérieur : Magma demande une clarification de la mission du Conseiller culturel dans les Ambassades P. 27

/ International /

Ouverture des frontières de côte d'ivoire : Le blocus du Mali enfin levé P. 28
Burkina : Une soixantaine de terroristes tués après une attaque contre l'armée P. 29

/ Sport /

Samuel Eto'o : « Ce que j'ai fait de l'argent que j'ai gagné durant ma carrière de footballeur » P. 30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

Madouwa Prestige

Organic Herbal Teas

Tisane Madouwa

SCAN FOR INFO

Tisane Damou

Lutte contre la sècheresse vaginale, infections urinaires donne une odeur fraiche / Revered by African Community for reducing urinary track infections, promoting natural vaginal moisture and neutralizing undesirable oders.

Ingredients: Nep nep & gongoli, gloue de gerofle, et plante secrète / nep nep & gongoli, cloves, miscellaneous herbs native to Mali, Africa.

20 tea bags / 100% natural

New York - USA : **+1 347 538 6505** / Mali - Africa : **+223 95 36 37 22**
Email : madouwa2019@gmail.com - Site : madouwaprestige.com

Saccage de la Maison de la presse Inadmissible !

Le lundi dernier, des jeunes non encore identifiés, ont saccagé la Maison de la Presse, temple de la liberté d'expression. C'était lors de la conférence de presse des regroupements politiques et de la société civile regroupés au sein de « Appel du 20 février pour sauver le Mali ». Une agression largement condamnée par les associations faitières de presse. Une inadmissible agression contre la liberté de presse.

La Maison de la Presse a été violemment agressée par des jeunes non encore identifiés. Le point de presse contre les autorités de la transition s'est transformée en un ring. Plusieurs dégâts y ont été causés.

Ce qui s'est passé

En effet, les affrontements ont lieu en pleine conférence de « L'Appel du 20 février » dirigés par plusieurs responsables politiques dont Housseini Amion Guindo, Issa Kaou N'Djim...
A la grande surprise du public, des jeunes ont forcé l'entrée et rejoint le rang du premier groupe pour lancer des messages hostiles à la cérémonie. Ils scandaient des slogans comme « **vive Assimi** », « **guerriers** », tout en brandissant une banderole sur laquelle, on peut lire « **Issa Kaou N'Djim, après mars 1991, mars 2012 et 10, 11,12 juillet 2020, le peuple malien ne suit plus un manipulateur** ».
Vu la gravité de la situation, la salle commençait à se vider. Les militants de la plate-forme approchent les jeunes pour les convaincre de renoncer à leur projet mais sans succès. Du coup, une querelle s'éclate entre les deux camps, donnant lieu à une scène de boxe. L'incident devenait violent, certains usaient des chaises pour mieux se défendre. Tandis que d'autres se contentaient de leurs forces physiques. Les officiels quant à eux, sont restés coincés dans la salle et ont assisté impuissamment à la scène.
Soudain, un calme relatif survient et on dénombre d'importants dégâts matériels comme des vitres brisées et des chaises cassées.
Les agresseurs venus nombreux à bord de plusieurs motos, ont rebroussé chemin en prenant la route qui passe derrière la Maison de la Presse pour disparaître dans la nature.

Une agression inadmissible

Quelques heures après cet incident malheureux, le groupe patronal de la presse écrite, la Maison de la Presse du Mali, Appel Mali et plusieurs autres organisations de défense de la liberté d'expression ont condamné cette violence contre la maison de la presse et ont exigé qu'une enquête soit diligentée afin de situer les responsabilités et traduire les coupables devant la justice.
Dans un communiqué rendu public le mardi 21 février 2023, les partis politiques, regroupements des partis politiques et organisations de la société civile signataires de l'appel du 20 février pour sauver le Mali, ont également condamné cette agression perpétrée contre la Maison de la presse du Mali et ont remercié la jeunesse de la plate-forme pour avoir gardé son sang-froid devant cette « **provocation** ».
Aussi, faut-il préciser que le ministre en charge de la Communication, de l'Économie numérique et de la Modernisation de l'Administration, s'est rendu, lui aussi, à la Maison de la presse pour s'enquérir des dégâts causés tout en condamnant l'acte.

Anguimé Ansama

Issa Kaba

Distributeur automatique de cercle des cercles de 50 personnes

Mali Musso

#Niger
Bilan officiel de l'attaque terroriste du vendredi 19 février 2023.
-71 soldats brû'lés
- 26 soldats portés disparus
-16 soldats gravement blessés
Une dizaine de véhicules des FDS brû'lés.
Un seul sur dix 1/10 véhicule de FDS aurait rentré dans le village de ADABDAB,
Soleilv7

Yeah Samake

L'ÉTAT DU MALI EST IL GARANT DE LA PROTECTION DES CITOYENS ET DE LEURS LIBERTÉS ?
#DIRIGERCESTSERVIR

Ouverture Média - OM

OM INFO : #NECROLOGIE
NOUS VENONS D'APPRENDRE LE DÉCÈS DE L'ARTISTE TOMANI KOUYATÉ SURVENU EN GUINÉE CONAKRY CET APRÈS-MIDI.
NOUS PRÉSENTONS NOS SINCÈRES CONDOLÉANCES À SA FAMILLE ET À L'ENSEMBLE DU MONDE CULTUREL ET ARTISTIQUE DU MALI.
#OM #CTD

Bacary Camara

Djiguiba Keita dit PPR, un grand ami de la presse malienne à titre exceptionnel.
«Combattant de la liberté et de la démocratie, Il appelle toujours un journaliste pour lui dire « Merci pour ton article ». Un fait assez rare chez nos leaders et personnalités politiques pour être vraiment signalé.."Ce n'est donc pas étonnant de le voir se précipiter à la maison de la presse, ce temple de la liberté, pour venir témoigner le lundi 20 février 2023 son vif soutien et sa vive préoccupation face à tels actes odieux et déplorables de vandalisme qui ont saccagé des pans entiers de la Maison de la presse.Un grand déshonneur pour notre démocratie acquise au prix du sang, des larmes et de la sueur.
Acteur politique courageux, cohérent et sincère (la meilleure arme en politique dit-on), PPR a été au cœur de toutes les luttes patriotiques et démocratiques de notre pays. Dans ce combat audacieux au long cours, il est de cette race de patriotes honnêtes intègres – en voie d'extinction- dans notre pays c'est-à-dire ceux qui ont toujours su refuser les rentes de situation, les promotions hasardeuses et accidentelles.
Ancien cadre politique du parti du CNID FYT, lui et ses vaillants camarades de lutte vont quitter ce parti du soleil levant pour créer le parti pour la renaissance nationale (PARENA), un parti « moyen » qui reste incontestablement l'un des meilleurs sur l'échiquier poli-

tique en terme de critiques constructives, de productions d'idées progressistes et généreuses sur l'avenir politique de notre pays.
B.CAMARA, Journaliste..

PARENA
Parti pour la Renaissance Nationale
Pour une société démocratique et solidaire

Le PARENA condamne l'attaque contre la Maison de la Presse

Haut lieu de l'expression plurielle des acquis démocratiques de mars 1991, la Maison de la Presse a subi le lundi 20 février 2023 un saccage en règle par des individus non identifiés venus perturber une activité politique.

En effet, des hommes politiques et des militants de la société civile s'étaient réunis en conférence de presse pour donner leur avis sur la marche du pays.

Des anarchistes et des vandales, partisans de la pensée unique, sont venus s'y opposer par une violence inouie.

Le Parena, outré par ces actes barbares, condamne l'esprit et le climat d'intolérance et la violence ainsi introduits dans le champ politique jusque dans l'enceinte du Temple de la liberté d'expression et d'opinion.

Le Parena, inquiet de la manifestation de la violence comme mode d'expression politique, invite les autorités de la Transition pour qu'elles conduisent une enquête diligente afin de retrouver et traduire en justice ceux qui ont perpétré ces actes.

Le Parena exprime sa solidarité démocratique à la Maison de la Presse, aux journalistes du Mali et aux organisateurs de la conférence de presse agressés.

Bamako, le 21 février 2023

Le Comité Directeur du PARENA

Rue Soundiata KEITA, Porte N° 1397 Ouolofobougou Bolibana Tél (223) 66 78 49 27/ 76 19 65 54 Bamako – Mali - E-mail : parenamali@gmail.com

Renouveau FM/TV

Centre du #Mali .
Un convoi de la Force de la MINUSMA a heurté ce 21 février un Engin explosif improvisé #IED.
Selon les rapports préliminaires, 3 #Casquesbleus sont décédés et 5 autres sont grièvement blessés.
Toutes nos condoléances
Cnem.com

Présidence de la République du Mali

Bamako | 21 février 2022 | #Justice
Conférence Annuelle du groupe régional africain de l'Union internationale des magistrats: Le Président du Conseil supérieur de la Magistrature à l'ouverture des travaux
Le Centre international de conférences de Bamako (CICB) a abrité, ce mardi 21 février 2023, la conférence du Groupe régional africain de l'Union internationale des Magistrats « IAJ-U.I.M ». Cette cérémonie, présidée par le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État et Président du Conseil supérieur Magistrature, a pour thème : « La promotion de droits de l'homme en période crise ».
Le Premier ministre, le ministre de la Justice et des Droits de l'homme, Garde des Sceaux , le Président du Conseil national de Transition ainsi que les membres du Gouvernement et le Corps diplomatique et consulaire étaient présents à cette cérémonie qui se poursuivra jusqu'au 25 février.
« La République du Mali est particulièrement heureuse d'accueillir cette cérémonie », a indiqué le Président du Conseil supérieur de la Magistrature avant de souhaiter la chaleureuse et cordiale bienvenue à tous les magistrats ayant effectué le déplacement en terre africaine du Mali dans le cadre de cette majestueuse rencontre.
Selon le Président GOÏTA, le thème retenu pour cette rencontre judiciaire présente un intérêt scientifique particulier dans la mesure où « elle offre à l'occasion aux spécialistes des questions de droits de l'homme que sont les universitaires, les chercheurs, les professionnels du secteur de la Justice ainsi que les organisations de défense des droits de l'homme de mener la réflexion sur les préoccupations liées à la thématique et de partager les pistes de solutions identifiées».
Le Chef de l'État reste convaincu que par-delà son caractère scientifique, « cette conférence offre à la fois à notre pays et au Sahel, l'opportunité de passer en revue les défis majeurs liés aux fléaux du terrorisme, à la criminalité transnationale organisée et leurs conséquences ». En raison de l'ampleur et de la complexité de ces phénomènes, le Président GOÏTA a encouragé les initiatives allant dans le sens d'une mobilisation sous régionale, régionale et internationale afin de favoriser une réelle prise de conscience de l'impact négatif de ces phénomènes pour la paix, la stabilité sociale et le développement de nos États.

« Malgré la complexité de la crise qui affecte le Mali depuis une décennie et dont il se relève progressivement grâce à la résilience de l'ensemble de ses fils, les autorités de la Transition ont toujours placé au cœur de leurs actions le respect et la promotion des droits humains ainsi que la bonne gouvernance », a précisé le Chef de l'État ajoutant que la promotion des droits de l'homme a toujours constitué une « préoccupation majeure pour le Mali ».
Selon le Président de la Transition, le « rôle de la justice est fondamental en tant qu'institution, devant, d'une part, garantir les droits et libertés des citoyens et d'autre part, servir de socle pour l'émergence d'une gouvernance vertueuse et d'un nouveau type de citoyen, conscient de sa responsabilité et respectueux de ses devoirs pour la reconstruction nationale ».

YBC-Communication

SOURCE : SB24 TY

Malick Konate

Le petit village de Gabero est devenu « cercle ». Je vous informe que c'est un village sans électricité ni eau - le réseau téléphonique aussi n'y est pas. Saluons les autorités de la transition d'avoir mis en lumière le petit village de LEnfant Peulh.

Serge Daniel

#Mali-Onu-Décès /Trois casques bleus décédés ce 21/2/ dans le Centre du Mali. Leur convoi a heurté un Engin explosif improvisé. 5 autres casques bleus du même convoi grièvement blessés. (source ONU)

Macky Sall

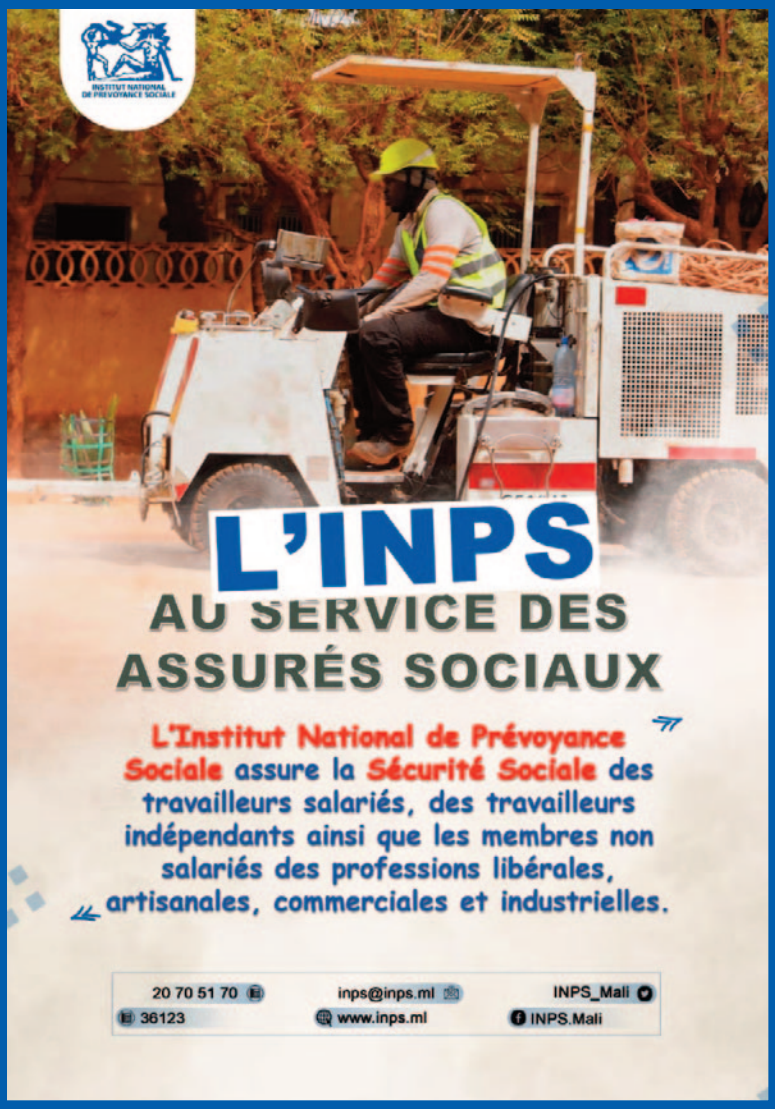
Je remercie le Président @RTErdogan qui a tenu à rencontrer et féliciter personnellement le détachement des pompiers Sénégalais en #Türkiye. Le Sénégal reste solidaire du peuple turc et de ses dirigeants dans cette dure épreuve.

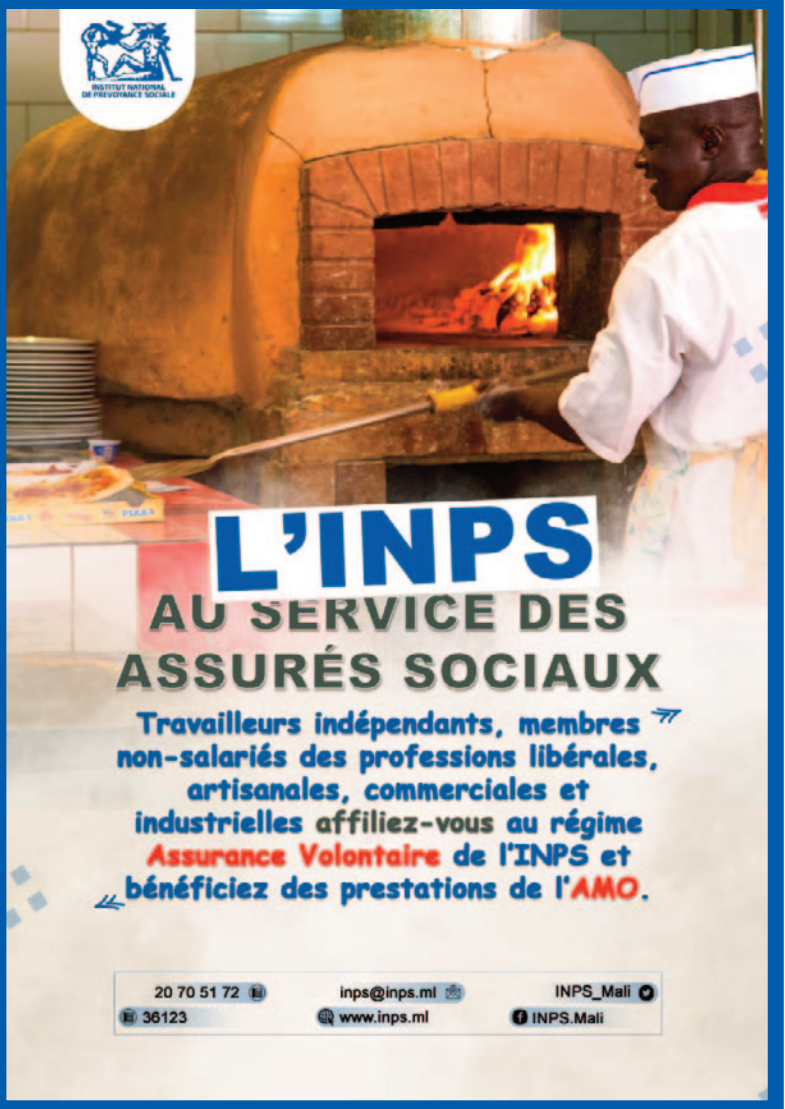
Wassim Nasr

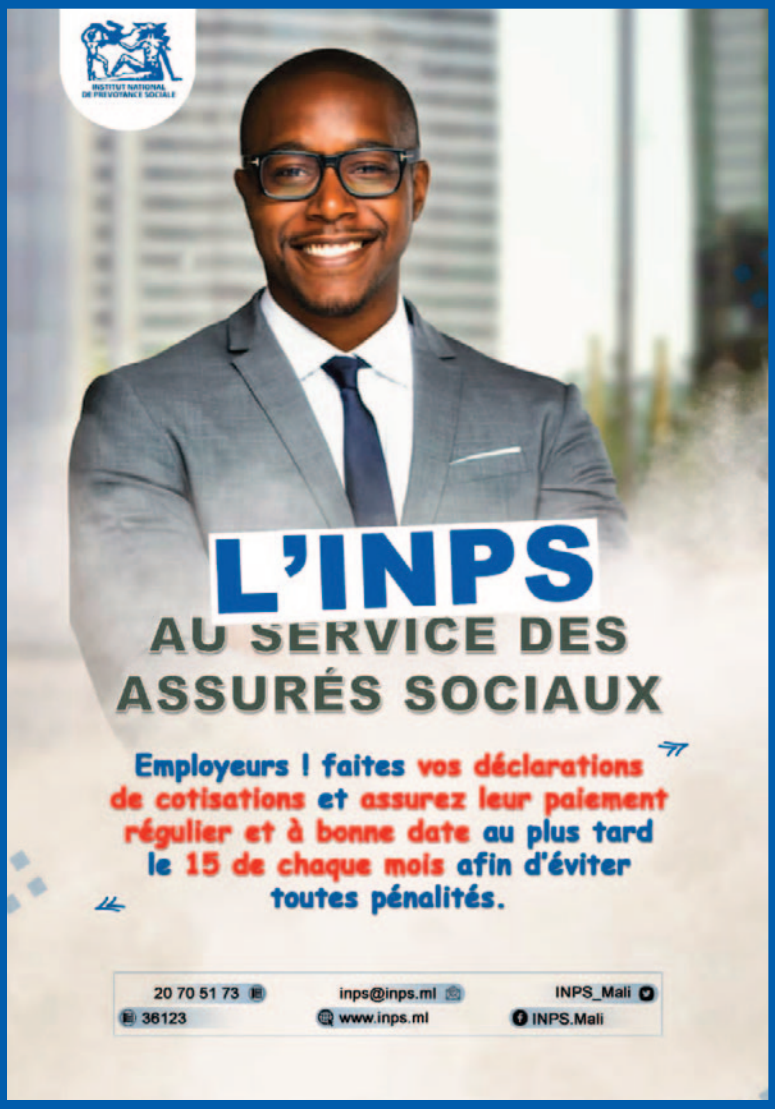
#Mali ce matin vers 9h30 au retour d'une base temporaire vers Severe un convoi de la @UN_MINUSMA a été frappé par IED au sud ouest de #Bandigara. Au moins 3 morts et 5 blessés selon sources

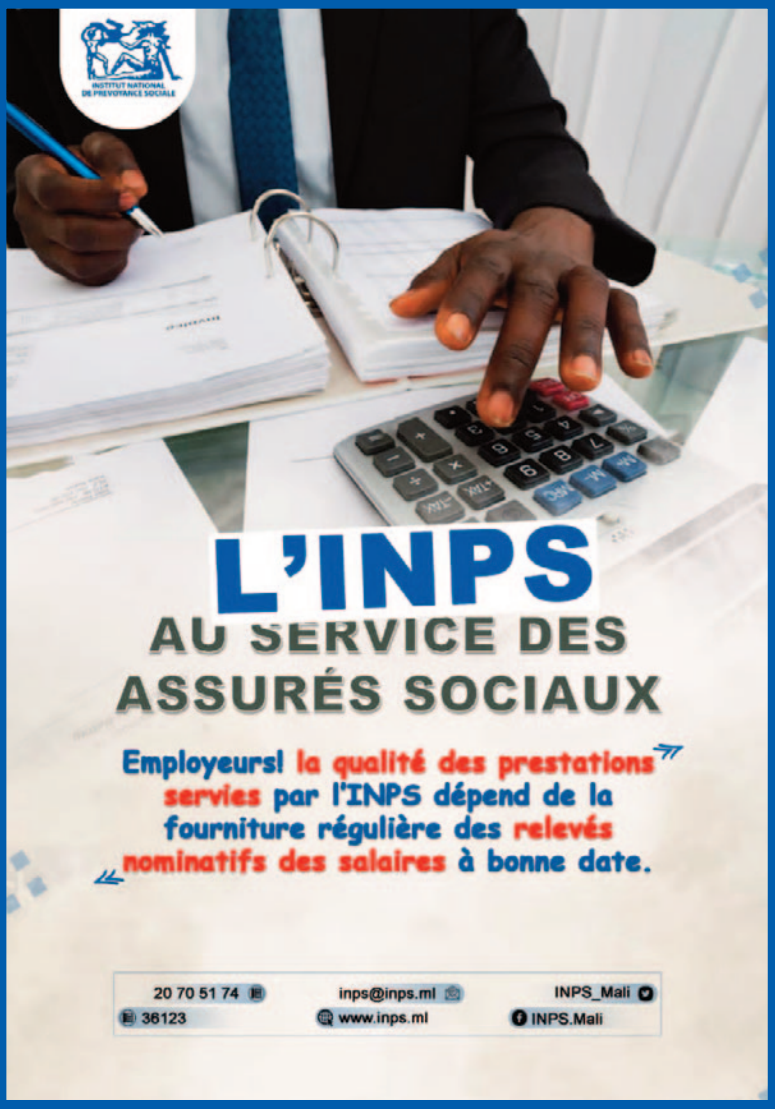
Larmes des pauvres

#Burkona #Sahel -- Selon un nouveau bilan du gouvernement 51 militaires ont été tués dans l'embuscade du 17 février entre #Deou-#Oursi. Une source locale avance le nombre de 115 tués et 5 capturés et qu'aucun convoi militaire ne sait rendu surplace.


INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE
L'INPS
AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX
L'Institut National de Prévoyance Sociale assure la Sécurité Sociale des travailleurs salariés, des travailleurs indépendants ainsi que les membres non salariés des professions libérales, artisanales, commerciales et industrielles.
20 70 51 70
inps@inps.ml
INPS_Mali
36123
www.inps.ml
INPS.Mali


INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE
L'INPS
AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX
Travailleurs indépendants, membres non-salariés des professions libérales, artisanales, commerciales et industrielles affiliez-vous au régime Assurance Volontaire de l'INPS et bénéficiez des prestations de l'AMO.
20 70 51 72
inps@inps.ml
INPS_Mali
36123
www.inps.ml
INPS.Mali


INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE
L'INPS
AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX
Employeurs ! faites vos déclarations de cotisations et assurez leur paiement régulier et à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités.
20 70 51 73
inps@inps.ml
INPS_Mali
36123
www.inps.ml
INPS.Mali


INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE
L'INPS
AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX
Employeurs! la qualité des prestations servies par l'INPS dépend de la fourniture régulière des relevés nominatifs des salaires à bonne date.
20 70 51 74
inps@inps.ml
INPS_Mali
36123
www.inps.ml
INPS.Mali

LES PARTIS, REGROUPEMENTS POLITIQUES, ET ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE SIGNATAIRES DE L'APPEL DU 20 FEVRIER 2023 POUR SAUVER LE MALI - COMMUNIQUE

Les partis, regroupements politiques et organisations de la société civile signataires de l´Appel du 20 février 2023 ont été surpris et scandalisés par la tentative heureusement contenue par leurs militants d´empêcher la tenue de leur point de presse dont le seul objectif était de faire connaître leur opposition à l'élaboration d'une nouvelle constitution en violation des règles élémentaires de l´État de droit et de réclamer le respect par les Autorités de la Transition du chronogramme sur lequel elles se sont engagées.

Ils rappellent que la liberté d'expression et la liberté de réunion participent des conquêtes qui ont permis à notre pays de tourner définitivement la page de la dictature par l'instauration d´un Etat démocratique respectueux des libertés et droits fondamentaux.

Ils condamnent avec la dernière énergie l'agression barbare et injustifiée perpétrée par des ennemis de la démocratie manipulés par des forces qui veulent museler le peuple malien par l'intimidation et la peur.

Que ces forces sachent que les responsables, les membres et les sympathisants de la plate-forme de l'Appel du 20 février 2023 pour Sauver le Mali ne fléchiront pas dans la lutte engagée aujourd'hui.

Ils continueront, par toutes les voies légales et avec l'appui de toutes les forces démocratiques à se battre pour le respect des principes démocratiques et des valeurs républicaines.

Ils invitent les autorités compétentes à poursuivre les vandales qui ont saccagé la Maison de la Presse et à leur faire subir les rigueurs de la loi.

Au vu du succès éclatant sans conteste du point de presse en dépit des tentatives pour l'empêcher, ils remercient la jeunesse qui a su garder son sang-froid et résister à cette grotesque provocation.

Ils remercient la Presse dont l´ engagement désintéressé a été le facteur déterminant de la réussite de la première sortie des signataires de l'Appel du 20 février 2023.

Bamako, le 20 février 2023

Les signataires :

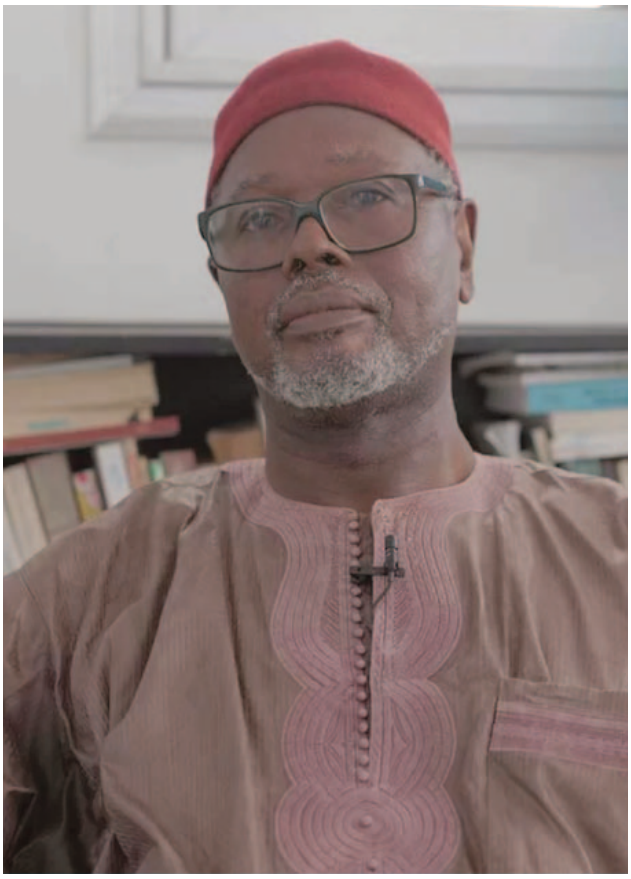
1. Espérance nouvelle « Jigiya Kura »
2.CMAS (Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants de l'Imam Mahmoud DICKO).
3. GDH(Action Gouvernance et Droits Humains).
4. Mouvement « Mali débout »
5.ACRT Faso Ka wele
6. Forum de la Société Civile.
7. RDA- Mali.
8. AGDM(Alliance des Générations Démocratiques du Mali).
9. NVPM(Nouvelle Vision Politique pour le Mali)
10. REFSYMA(Référence Syndicale des Magistrats).
11. FND(Front National pour la Défense des acquis démocratiques).
12. Collectif des députés de la 6ème législature.

UMOA : La liquidité bancaire s'est améliorée de 116 milliards FCFA en décembre 2022

Dans l'UMOA, la liquidité propre des banques a connu une amélioration de 115,8 milliards FCFA durant le mois de décembre 2022, suite à l'incidence positive du solde de leurs opérations avec les Etats membres et des autres facteurs nets (+997,1 milliards FCFA). Cette évolution qui a toutefois été atténuée par les soldes négatifs des mouvements de billets à leurs guichets (-665,4 milliards FCFA) et des transferts reçus de l'extérieur (-215,9 milliards FCFA), a fait ressortir une baisse des besoins de liquidité de 103,3 milliards FCFA sur la période. Malgré cette situation, les banques de l'Union ont quand même accru de 805,1 milliards FCFA leurs demandes de refinancement auprès de la BCEAO, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, pour faire face notamment aux retraits de cash constatés lors des préparatifs des fêtes. Au total, la liquidité bancaire s'est renforcée de 920,9 milliards FCFA entre novembre et décembre 2022, contre un accroissement de 933 milliards FCFA à la même période de l'année précédente.

Dr Ange Ponou

Alioune Tine : L'expert de l'ONU sur le Mali accuse Wagner de "terroriser" la population



L'expert de l'ONU sur la situation des droits de l'Homme au Mali a accusé lundi les mercenaires russes de Wagner de "terroriser" la population et de participer à des opérations militaires.

Dans une déclaration publiée à l'issue d'une visite de 10 jours, Alioune Tine a indiqué avoir reçu des informations selon lesquelles des mercenaires de Wagner ont "participé à des opérations militaires, terrorisé des villageois, exécuté des civils, volé des biens, notamment du bétail et des bijoux, et violé des femmes et des filles". Les autorités maliennes reconnaissent uniquement la présence d'""instructeurs militaires" déployés pour former les forces de sécurité maliennes à l'utilisation d'équipements militaires acquis auprès de la Russie, a rappelé M. Tine, qui est mandaté par le Conseil des droits de l'Homme mais ne s'exprime pas au nom de l'ONU. "Toutefois, je tiens à souligner, comme je l'ai fait dans de précédents rapports, que des sources crédibles m'ont communiqué des informations selon lesquelles des membres du personnel militaire et de sécurité russes participeraient bel et bien à des opérations de combat et commettraient de graves violations des droits de l'Homme et atteintes à ces droits", a déclaré l'expert. Selon lui, les autorités maliennes qu'il a rencontrées lors de cette visite se sont engagées à enquêter sur les allégations des violations impliquant du personnel militaire et de sécurité russe. Au-delà de la question de Wagner, l'expert des Nations unies a exhorté le Mali, dirigé par des militaires putschistes depuis août 2020, à ouvrir l'espace civique et démocratique et à redoubler d'efforts pour lutter contre l'impunité des violations des droits humains, en vue de la transition promise vers une restauration d'un pouvoir civil élu. "Ma mission s'est déroulée dans un contexte tendu, marqué par le rétrécissement continu de l'espace civique, les attaques contre les défenseurs des droits humains et la société civile par des acteurs étatiques et non étatiques", a-t-il déploré. "Pour la première fois, à notre arrivée à l'aéroport de Bamako, mon assistant et moi avons fait l'objet d'une interpellation et d'un interrogatoire de la part d'officiers de police", a-t-il indiqué. Son arrivée au Mali le 5 février a aussi coïncidé avec la décision des autorités d'expulser le directeur de la division des droits de l'Homme de la Mission des Nations unies au Mali (Minusma), Guillaume Ngefa.

AFP

COMUNIQUE DE PRESSE : La MINUSMA perd trois casques bleus par explosion d'un engin improvisé dans le Centre du Mali

UNITED NATIONS
United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali

MINUSMA

NATIONS UNIES
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali

Bamako, le 21 février 2023 – Trois casques bleus de la MINUSMA ont perdu la vie et cinq autres ont été grièvement blessés ce matin quand leur véhicule a heurté un engin explosif improvisé dans le Centre du Mali. L'incident a eu lieu près du village de Songobia, situé à 29 km au sud-ouest de la ville de Bandiagara, alors que leur convoi de ravitaillement était en route vers leur base de Sévaré.

" Je condamne fermement cette attaque et présente mes condoléances les plus émues aux familles et frères d'armes des défunts casques bleus ", a souligné le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies au Mali et chef de la MINUSMA, El-Ghassim Wane. L'incident intervenu ce jour est " une illustration tragique supplémentaire de la complexité de notre environnement opérationnel et des sacrifices consentis par la communauté internationale pour la paix au Mali ", a-t-il ajouté.

La MINUSMA est l'une des opérations de paix les plus dangereuses pour les casques bleus. Depuis son déploiement au Mali en 2013, 168 soldats de la paix ont perdu la vie dans des actes hostiles.

Rappelant que les attaques visant les forces de maintien de la paix peuvent constituer des crimes de guerre au regard du droit international, le Représentant spécial a souligné la nécessité de tout mettre en œuvre pour identifier et traduire en justice les auteurs d'actes hostiles contre la MINUSMA. Il a renouvelé l'engagement de la MINUSMA, dans le cadre de son mandat, à continuer à œuvrer en faveur de la sécurité et de la stabilité au Mali en appui aux efforts des autorités maliennes et des autres acteurs concernés.

****

Mme Fatoumata Sinkoun Kaba
Porte-parole
MINUSMA

Sekou DIALLO

CANDIDAT A L'ELECTION DU DISTRICT

DE FOOT BALL DE KAYES

25 FEVRIER 2023

ENSEMBLE POUR UN FOOT BALL MEILLEUR

Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : **Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI** ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

Article 6 : Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Première édition du Salon des Investisseurs pour l'Énergie au Mali : EDM entend mobiliser 580 milliards de FCFA

La cérémonie d'ouverture de la première édition du Salon des Investisseurs pour l'Énergie au Mali (SIEMA 2023) s'est tenue la mardi 21 février 2023 au Centre International de Conférence de Bamako. Cet événement est organisé par la société Énergie du Mali (EDM SA) avec le soutien du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) et du Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau. Avec pour thème « Investir pour améliorer le mix énergétique », cette activité a été présidée par le Colonel Abdoulaye Maiga, ministre d'Etat, ministre de l'administration territorial et de la décentralisation.

Cette occasion a enregistré la présence du ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau, du ministre de l'Economie et des Finances, du directeur général de l'EDM et de plusieurs hauts cadres, venus de la sous-région.

Le SIEMA 2023 constitue une opportunité pour regrouper les partenaires et les investisseurs dans un cadre d'échanges, de propositions et d'engagements pour la réalisation des projets prioritaires de EDM SA, dans les domaines de la production, du transport et de la distribution de l'Energie. Pendant deux jours, l'EDM avec l'appui des investisseurs, entend mobiliser la somme de 580 milliards de nos francs pour ré-

pondre aux besoins énergétiques auxquels fait face le Mali.

Prononçant son discours, le DG de l'EDM, Koureissi Konaré a précisé que cette rencontre est l'occasion de réunir les partenaires et investisseurs engagés aux côtés de l'Etat du Mali dans sa politique de développement du sous-secteur de l'électricité pour échanger et faire des propositions, afin d'appuyer davantage la société Energie du Mali en vue de parvenir à la réalisation de ses projets prioritaires dans les domaines de la production, du transport et de la distribution de l'Energie.

A cet égard, il a mis l'accent sur l'urgence de s'engager vers de nouvelles dynamiques d'investissement dans le sous-secteur de l'électricité afin de réduire la part de la production thermique qui dit-il, « **impacte négativement notre résilience financière et notre capacité à satisfaire une demande toujours croissante** ».

En effet, a précisé M. Konaré un changement du Mix énergétique s'impose, obligeant à accorder une part plus importante aux énergies renouvelables, à savoir l'hydroélectricité et le solaire. « **Aujourd'hui, à l'instar de nombre de sociétés d'électricité en Afrique et au-delà dans le monde, l'enjeu pour nous est de sortir de la dépendance aux énergies fossiles, polluantes et onéreuses. D'où tout l'intérêt du choix que nous avons porté sur le thème principal de cette première édition du SIEMA : ''Investir pour améliorer le Mix énergétique''** », a-t-il indiqué.

En outre, il a fait savoir que les projets qui seront présentés au cours de ce salon s'inscrivent dans la dynamique d'améliorer le parc de production et d'augmenter la desserte, en créant plus de lignes de transport et de répartition pour faciliter l'accès des populations à l'électricité à moindre coût, priorité des autorités de la transition.

De son côté, le Ministre d'État, ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation, Porte-parole du Gouvernement, colonel Abdoulaye Maïga a précisé que l'énergie est le moteur du développement durable du Mali. « **à travers l'AMADER et les services énergétiques accessibles au plus grand nombre de la population. Au cours des dernières années, le gouvernement malien et ses partenaires nationaux et internationaux ont pu accroître l'accès à l'électricité, dont le taux d'électrification était à 14 % en 2004, environ 54 % en 2021** », a-t-il affirmé.

Se prononçant sur la majoration de la disponibilité des plans d'investissement dans le secteur, il a estimé que les investissements, optimums 2016-2035 pour un coût estimé à plus de 142 000 000 000 de Franc CFA. Toutefois, il a reconnu que 25% de la population surtout en milieu rural, aurait encore besoin d'électricité.

Maffenin Diarra

Conférence de haut niveau sur la corruption en Afrique : Bamako, capitale de la lutte contre la corruption

Durant 3 jours, la conférence de haut niveau sur la corruption, organisée par l'Office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite (OCLEI) a réuni toute la crème mondiale de lutte contre la corruption, à l'hôtel de l'amitié de Bamako. Placée sous la présidence du colonel Assimi Goita, président de la Transition, la cérémonie d'ouverture a enregistré la présence du Premier ministre Choguel Maiga qui a représenté le président de la Transition. Cette 2ème édition de la conférence de haut niveau sur la corruption en Afrique a pour objectif de rendre plus efficaces les structures de lutte contre la corruption.

Les échanges entre experts permettront de développer davantage une coopération pour lutter contre le fléau de la corruption. La lutte contre la corruption est en train de se généraliser, Aussi, les organismes qui en ont la charge sont en train de voir d'autres manières de combattre ce fléau.

Engagement et sanctions exemplaires

Des associations de lutte contre le phénomène demandent aux autorités plus d'engagement et des sanctions exemplaires dans la lutte contre la corruption. « **La justice a sur sa table des centaines de dossiers. On n'a plus besoin de tapage. On a besoin du concret** », souligne Moussa Ousmane Touré. Il est le Président de l'association malienne de lutte contre la corruption et la délinquance financière.

Au cours de cette cérémonie d'ouverture, plusieurs personnalités se sont succédées au pupitre. Elles ont toutes encouragé les autorités à plus d'engagement pour soutenir les institutions de lutte contre la corruption.

Au nom du Président de la Transition, Chef de l'État, S.E. le Colonel Assimi Goïta, le Premier ministre, Chef du Gouvernement, Dr. Choguel Kokalla Maïga avant de lancer, ce lundi 20 février 2023, les travaux de la conférence de haut niveau sur la corruption en Afrique, a, dans son allocution, rappelé que les Autorités de la Transition mènent une lutte implacable contre la corruption et l'impunité, « **la lutte contre la corruption doit être un sacerdoce pour chacun** » a-t-il ajouté.

Choguel Kokalla Maïga a assuré du soutien total et de l'accompagnement sans ambiguïté du Gouvernement pour poursuivre la lutte implacable contre la corruption, l'enrichissement illicite et le blanchiment de capitaux, « **la lutte contre la corruption s'inscrit dans notre projet de refondation du pays** » a-t-il déclaré.

« **J'engage le Gouvernement à apporter tout son soutien à la mise en œuvre de vos recommandations** » a conclu le Premier ministre.

Le président de l'OCLEI Dr Moumouni Guindo a remercié les plus hautes autorités de la transition d'avoir alloué un budget conséquent qui a permis d'organiser un évènement si important dans la lutte contre la corruption. Pour lui, la lutte contre la corruption est un fléau qui préoccupe tous les pays du monde. A cause de ce fléau, nos pays connaissent des inégalités.

Notons que la 1ère édition de la conférence de haut niveau de la lutte contre la corruption s'est tenue en 2020 à Bamako. Elle n'a pas eu lieu en 2021 et 2022 pour raison de Covid, selon l'OCLEI.

Ibrahim Sanogo

Journées scientifiques sur les pathologies : Un Atelier de précongrès pour peaufiner les préparatifs

En marge de la 17ème édition des journées scientifiques de la division Afrique Francophone de l'Académie internationale de pathologie et des 1ères journées de la société malienne de pathologie, se tient depuis hier, un atelier de pré-congrès à l'hôtel Olympe international de Bamako. lequel, Prévu pour deux jours, l'atelier s'articule autour du thème : « Dépistage et diagnostic précoce des cancers du col utérin et du sein ». Cet atelier de pré-congrès est initié à l'endroit des médecins spécialistes, des généralistes et des DES en anatomopathologie, en gynécologie, en oncologie, en hématologie, en chirurgie, en imagerie, en radiothérapie etc.

A l'ouverture des travaux, le Pr Youssouf Traoré - dans ses mots de bienvenue - a remercié et félicité l'ensemble des congressistes pour avoir accepté de répondre à l'invitation de la société malienne de pathologie. Il a profité pour rappeler la nécessité de s'organiser afin de lutter efficacement contre les maladies pathologiques.

Interviewé après l'ouverture des travaux, le Pr Cheick B. Traoré fera savoir que l'objectif, visé par l'atelier, est de montrer à la population que les anatomopathologistes font le diagnostic des légions au niveau des cancers, des légions inflammatoires, des légions dus à des mutations génétiques etc. Aussi, par ces journées scientifiques, il s'agit de permettre aux autres médecins, notamment les gynécologues, les chirurgiens, les oncologues médicaux de mettre en cohérence des résultats obtenus au niveau des pathologies.

Parlant des attentes de l'organisation de cet atelier de pré-congrès, le Pr Traoré dira qu'un accent particulier sera mis sur les cancers du col de l'utérus et du sein. De même, il s'agira d'arrêter un mode de traitement reconnu par tous les médecins spécialistes de ces maladies. Également, après la tenue des journées scientifiques, une campagne de dépistage sur les cancers du col de l'utérus et du sein se fera dans la localité de Siby. Celle-ci sera organisée comme étant la phase pratique desdites journées scientifiques.

Quant au représentant de l'UNFPA au Mali, Ives Sassindra, il s'est dit très heureux d'avoir été invité à prendre part à ce séminaire de pré-congrès. Il a également profité de l'occasion pour magnifier l'apport des fonds des Nations Unies auprès l'Etat dans le combat contre les cancers du col de l'utérus et du sein. Et l'occasion était bonne pour Ives Sassindra de rappeler l'insuffisance des sages femmes dans les districts sanitaires du Mali. Sur cette question, l'UNFPA travaille de concert avec l'État malien pour résoudre cette question cruciale.

A noter que, l'organisation de cet atelier de pré-congrès et les journées scientifiques prévues pour les 22, 23 et 24 de ce mois, bénéficie l'apport financier de la Fondation Orange Mali.

Ki-Zerbo

Pourquoi Choguel n'est pas allé à Bourem Ansongo : "Une reprise des hostilités est contraire à la philosophie du gouvernement »

Le premier ministre, Choguel Kokalla Maiga, alors que la tension entre la CMA et le gouvernement est vive, a affirmé ce samedi 18 février que la transition ne veut pas de provocation susceptible à une reprise des hostilités est contraire à la philosophie du gouvernement et aux intérêts du Mali.

Arrivée à Gao le vendredi 17 février à la tête d'une importante délégation, le Premier ministre Choguel Kokalla MAïGA a bénéficié d'un accueil exceptionnel avec une forte mobilisation de la population de la Cité des Askia. Le chef du gouvernement était accompagné de 7 membres de son équipe dont les ministres de la Refondation, du Développement rural, de la Culture, de la Communication, des Transports et de l'Équipement, de la Réconciliation, de la Promotion de la Femme.

Etaient également présents, les ministres délégués chargé de l'Action humanitaire ainsi que celui chargé de l'Élevage et de la Pêche.

Au lendemain de son arrivée, Choguel Kokalla MAÏGA s'est entretenu avec les forces vives de la région de Gao dans la salle de réunion du Gouvernorat. Occasion de partager les préoccupations de la population aux autorités de la transition.

Sans langue de bois, l'occasion a été mise à profit pour évoquer les besoins cruciaux de la région. Gao souhaite vivement la paix, la reprise des travaux de la route Sévaré-Gao, de la route Gao-Bourem-Taoussa, le démarrage des travaux de construction du barrage de Taoussa. De même, la population a exprimé le besoin d'eau et d'électricité, tout en demandant d'être connecté à un réseau stable. Prenant acte de ces doléances, le chef du gouvernement a rassuré que celles-ci feront l'objet d'un mémorandum qui sera transmis à qui de droit.

« Une attention particulière sera réservée aux problèmes évoqués », a indiqué Choguel Kokalla MAIGA.

Dans son adresse aux populations, le Premier ministre est revenu sur la résistance héroïque de Gao qui était sous l'occupation des forces du mal.

Initialement agencé pour le Premier ministre et sa délégation partir à la rencontre les populations de Berrah, à Bourem et à Ansongo, la tournée ne concernera finalement que la commune urbaine de Gao. Raisons ? En l'absence d'annonce officielle sur le sujet, les mieux informés évoquent des préoccupations sécuritaires pour expliquer l'annulation des étapes de Bouream et Ansongo. Finalement dans le gouvernorat de Gao que le chef du gouvernement a rencontré ce dimanche les ressortissants de ces localités vivant dans le cercle de Gao.

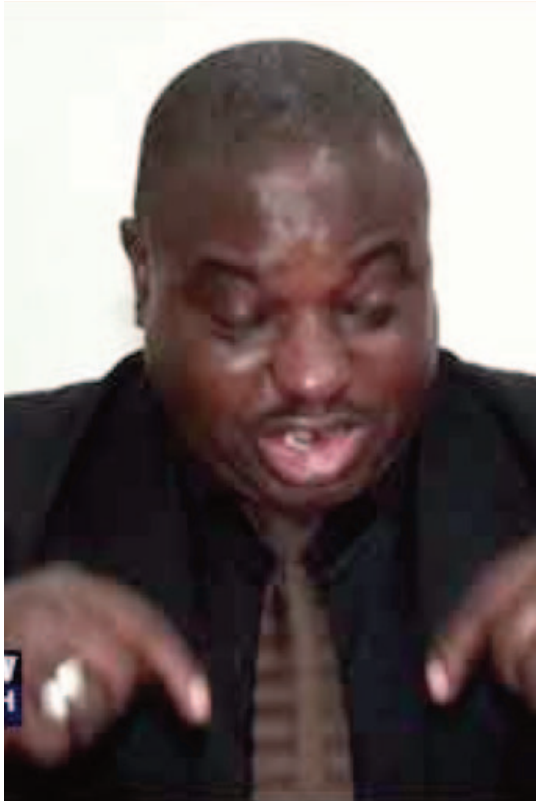
Entre les raisons de ces déplacements et celles de l'annulation des étapes de Bouren et Ansongo, voici ce que Choguel Kokalla Maiga: « Cette mission a été autorisée par le président de la Transition à la demande... Nous sommes venus recenser l'ensemble des préoccupations des populations de Gao et voir ce que nous pouvons faire. Dès demain j'irais à Mopti. Une autre fois à Tombouctou, une autre fois à Ménaka. Certainement d'ici la fin de la Transition Kidal va nous inviter. Parce que nous nous ne voulons pas de la provocation. C'est très clair dans la tête du gouvernement en place que toute provocation tendant la reprise des hostilités est contraire à notre philosophie et contraire aux intérêts du Mali. Mais le Mali ne peut pas être divisé. Une fois que cela est compris, tout le reste est possible».

Il s'est également désolidarisé de tout discours tendant à la provocation, à pousser les Maliens les uns contre les autres. En effet, le contexte est marqué par des joutes verbales entre des membres de la CMA et des soutiens de la transition suite aux propos de Amadou Albert MAÏGA soutenant une guerre certaine entre les FAMa et les ex-rebelles.

Toutefois, a-t-il précisé, le gouvernement n'acceptera plus que quelqu'un quitte de l'extérieur pour venir s'imposer dans la ville de Gao et à l'image des autres régions. « Nous ne voulons pas faire de la provocation, nous voulons continuer à négocier. Quand on est fort, on négocie. Quand on est faible, on va à la provocation. Que personne ne pousse à des conflits ethniques », a déclaré le chef du gouvernement.

PAR SIKOU BAH

Bicéphalisme au SNESUP : Le Dr Abdoul malle promet la prison à son rival



Les responsables du comité exécutif du syndicat national de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (CEN-SNESUP), issu du 6e congrès ordinaire du 30 décembre 2022, ont animé ce jeudi 16 février 2023, une conférence de presse pour dévoiler les activités prévues dans le cadre du mandat du nouveau bureau. Cette rencontre avec les hommes de médias qui avait pour cadre l'IPR-IFRA-annexe de Bamako a été une occasion pour le Dr Abdoul malle d'affirmer que les membres du bureau dirigé par son rival, Alou Diarra et ses compagnons ont perdu "la qualité de secrétaires généraux des comités du SNESUP". Aussi, face à cette situation, son comité a décidé de commettre un avocat pour traduire m. Diarra et ses compagnons devant la justice pour faux, usage de faux et usurpation de titre.

Dans son propos liminaire, le secrétaire général du CEN-SENSup, le Dr Abdou MALLE, a rappelé que le jeudi 29 et vendredi 30 décembre 2022, s'est tenu le 6 Congrès ordinaire du SNESUP à l'Institut National de Formation en Sciences de la Santé (TINESS).

Au cours des travaux de ce 6e Congrès ordinaire du SNESUP, les congressistes, délégués des Comités SNESUP des Institutions d'Enseignement Supérieur et de Recherche ont examiné les Statuts, le Règlement Intérieur et les Résolutions générales issus du 5 Congrès ordinaire.

Au terme des travaux, les congressistes ont mis en place un bureau consensuel de 15 membres qui constituent le Comité Exécutif National du SNESUP pour trois ans et une Commission de contrôle de 5 membres (listes jointes).

Le lundi 16 janvier 2023, le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a reçu les membres du nouveau CEN-SNESUP issu du 6eme Congrès ordinaire des 29 et 30 décembre 2022. Le vendredi 27 janvier 2023, le bureau a été reçu par Mme le ministre du Travail de la Fonction Publique et du Dialogue Social.

Il ressort de son propos que les travaux dudit Congrès ordinaire du SNESUP ont été actés par un Huissier de justice.

Mais, a-t-il déploré, suite à la première réunion du nouveau bureau du Comité tenue le 9 janvier 2023, Alou DIARRA, secrétaire général du Comité SNESup de l'ENSUP, a précipité un préavis de grève au ministre du Travail, de la fonction publique et du dialogue social au nom du CEN-SNESup pour les 30 et 31 janvier 2023.

Le mercredi 25 janvier 2023, le Ministre du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social a réagi pour qualifier le préavis de grève d'Alou Diarra d'irrecevable car son bureau parallèle est illégal.

«Le mardi 31 janvier 2023, nous avons produit une déclaration pour informer les militants du SNESUP de Continuer à travailler normalement face au préavis de grève illégal d'Alou DIARRA, le mercredi 25 janvier 2023 a sa réunion extraordinaire, le CEN-SNESup a décidé de commettre un Avocat pour traduire Alou Diarra et ses Compagnons devant la justice pour faux usage de faux et usurpation de titre», a-t-il fait savoir.

«Nous voudrions insister sur le fait que nous, Comité Exécutif National du SNESUP, issu du 6ème Congrès ordinaire des 29 et 30 décembre 2022, reconnu par le gouvernement Malien, nous n'avons pas pour le moment déposé de préavis de grève», a-t-il tranché.

En conséquence, a-t-il expliqué, les militants du SNESUP n'iront pas en grève illégale de 120 heures d'Alou DIARRA et autres qui répondront devant la justice pour usurpation de titre.

Selon lui, Alou Diarra de l'ENSup et quelques Secrétaires Généraux de Comités ont forcé un Congrès extraordinaire le samedi 15 octobre 2022, malgré les conseils des 124 militants présents à 'Assemblée générale Unitaire du SNESUP du jeudi 13 octobre 2022.

Pour le Dr MALLE, ce congrès extraordinaire a été organisé en violation des Statuts et Règlement intérieur du SNESUP.

«Les auteurs de ce congrès extraordinaire ont refusé le renouvellement de leurs bureaux pour aller au Congrès ordinaire les 29 et 30 décembre 2022», a-t-il accusé.

Par conséquent, «Alou Diarra et ses compagnons ont perdu la qualité de Secrétaires généraux des Comités du SNESUP. Ils n'agissent plus au nom du SNESUP, leurs bureaux sont dissous et de nouveaux bureaux seront mis en place dans tous ces Comités conformément aux conclusions de l'assemblée générale Unitaire du SNESUP du 04 février 2023», a-t-il ajouté.

«Ainsi, nous demandons aux militants du SNESUP de continuer à travailler normalement tout le mois de février 2023 jusqu'à nouvel ordre consigné par le Secrétaire Général», a-t-il conclu.

En revenant à la charge pour Alou DIARRA et ses compagnons, le Dr Abdou MALLE, a expliqué que la démarche de son comité était d'obtenir une solution à l'amiable les dissidents. Toutefois, cette démarche a des limites. «C'est un jeune frère à moi. Je pense qu'on peut régler cette affaire dans un carde familial. Il doit reconnaître son tort et présenter ses excuses», a-t-il exigé ; avant d'ajouter que s'il ne revient pas à la voie du dialogue, le SNESup va déposer sa plainte et il ira en prison.

Par Abdoulaye OUATTARA
Source : Info Matin

Aidez-nous à lutter contre le Terrorisme Contactez le Centre d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU TERRORISME AU MALI

Atteinte à la liberté de réunion : Ferme condamnation de « L'appel du 20 février 2023 pour sauver le Mali »

Au lendemain de la conférence animée par la nouvelle plateforme politique, dénommée « Appel du 20 Février pour sauver le Mali » émaillée par des violences et actes de vandalisme, les organisateurs ont dénoncé « l'agression barbare et injustifiée perpétrée par des ennemis de la démocratie manipulés ». Selon les politiques, pas question de fléchir face aux intimidations.

Face à la détermination des autorités de la transition pour élaborer une nouvelle Constitution et le retard marqué dans le chronogramme pour aboutir à des élections, des voix s'élèvent pour appeler les autorités de la Transition à directement aller à l'essentiel. Ainsi, pour donner du poids à leurs revendications, une nouvelle Plateforme dénommée «Appel du 20 Février pour sauver le Mali» est née le Lundi 20 février 2023. Initié par l'ancien «numéro 10% du CNT », à savoir Issa Kaou N'DJIM, cette nouvelle Plateforme aux allures du M5-RFP ressuscité comprend des partis et regroupements de partis politiques et des Organisations de la Société Civile. Il s'agit de Espérance nouvelle « Jigiya Kura », la CMAS (Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants de l'Imam Mahmoud DICKO), la GDH (Action Gouvernance et Droits Humains), le Mouvement « Mali début», l'ACRT Faso Ka Wele, le Forum de la Société Civile, le RDA- Mali, l'AGDM (Alliance des Générations Démocratiques du Mali), la NVPM (Nouvelle Vision Politique pour le Mali), la REFSYMA (Référence Syndicale des Magistrats), le FND (Front National pour la Défense des acquis démocratiques) et le Collectif des députés de la 6ème législature.

En effet, les partis, regroupements politiques, et organisations de la société civile signataires de l'appel du 20 février 2023 pour sauver le Mali veulent ensemble porter haut leur revendication qui consiste à demander aux autorités d'abandonner le projet de nouvelle constitution en cours de rédaction.

Cependant, lors de ladite conférence, des individus ont fait irruption dans la salle semant un chaos total avec des actes de violences et la vandalisation des locaux de la Maison de la presse où se tenait le point de presse.

Face à de tels agissements, les partis, regroupements politiques et organisations de la société civile signataires de l´Appel du 20 février 2023 se sont dits « **surpris et scandalisés** ». Même si la tentative d´empêcher la tenue de leur point de presse a été heureusement contenue par leurs militants, force est de constater que la liberté d'expression et la liberté de réunion sont une fois encore menacées dans le pays. Alors que le seul objectif pour les organisateurs était de faire connaître leur opposition à l'élaboration d'une nouvelle constitution en violation des règles élémentaires de l´État de droit et de réclamer le respect par les Autorités de la Transition du chronogramme sur lequel elles se sont engagées.

«**... La liberté d'expression et la liberté de réunion participent des conquêtes qui ont permis à notre pays de tourner définitivement la page de la dictature par l'instauration d´un Etat démocratique respectueux des libertés et droits fonda-**

mentaux », mentionne le communiqué.
Condamnant avec « **la dernière énergie l'agression barbare et injustifiée perpétrée par des ennemis de la démocratie manipulés par des forces qui veulent museler le peuple malien par l'intimidation et la peur », « Appel du 20 Février pour sauver le Mali** », dit ne pas fléchir à de sa position actuelle.
« **Que ces forces sachent que les responsables, les membres et les sympathisants de la plate-forme de l'Appel du 20 février 2023 pour Sauver le Mali ne fléchiront pas dans la lutte engagée aujourd'hui.** »
Par ailleurs, l' « Appel du 20 Février pour sauver le Mali » usera de toutes les voies légales et avec l'appui de toutes les forces démocratiques pour se battre pour le respect des principes démocratiques et des valeurs républicaines.
Toutefois, « **ils invitent les autorités compétentes à poursuivre les vandales qui ont saccagé la Maison de la Presse et à leur faire subir les rigueurs de la loi** ».
Au vu du succès éclatant sans conteste du point de presse en dépit des tentatives pour l'empêcher, « Appel du 20 Février pour sauver le Mali » remercie la jeunesse qui a su garder son sang-froid et résister à cette grotesque provocation.

La Maison de la Presse exige une enquête

« **La Maison de la Presse invite les autorités compétentes à faire toute la lumière sur ces événements malheureux afin que les auteurs et leurs complices soient punis conformément aux lois. Par ailleurs, la Maison de la Presse a commis un huissier de justice pour constater les dégâts. Enfin, la Maison de la Presse va suivre avec une attention particulière l'évolution et les résultats des enquêtes. Elle se réserve le droit de porter plainte contre ceux-là qui ont perpétré ce vandalisme.**»
C'est en ces termes que la Maison de la presse qui a subi un saccage le lundi 20 février 2023, a formulé sa requête d'enquête.
Dans un communiqué signé de son président M. Bandiougou DANTÉ, la faitière de la presse malienne déplore cet acte qui s'est déroulé durant un point de presse organisé par un groupe d'acteurs politiques et de la société civile.
« **La Maison de la Presse condamne avec la dernière vigueur cet acte violent. La faitière des médias rappelle que, quels que soient les motifs et qui que soient les auteurs, le saccage du haut lieu des expressions plurielles est indigne de notre Mali qui se veut un havre de paix.** » ajoute le communiqué publié dans la foulée du triste sort infligé à la bâtisse.

Binadjan Doumbiai

Conférence de l'Union internationale des magistrats : Le Président Goita invite à une réflexion pointue !

La cérémonie d'ouverture des travaux de la conférence du Groupe régional africain de l'Union internationale des Magistrats, a été présidée, le mardi 21 février 2023, par le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goita, et Président du Conseil supérieur Magistrature. C'était au Centre international de conférences de Bamako (CICB). Le thème retenu pour cette édition est : ''La promotion de droits de l'homme en période de crise''. Cette importante rencontre des hommes de droit a enregistré la présence du chef du gouvernement, Dr Choguel Kokalla Maïga, le Président du Conseil National de Transition le Colonel Malick Diaw, du ministre de la Justice et des Droits de l'homme, Garde des Sceaux, Mamadou Kassogué, des membres du gouvernement et le Corps diplomatique.

Les travaux de la conférence du Groupe régional africain de l'Union internationale des Magistrats ont débuté le lundi 20 février et prendront fin le 25 février 2023. Plusieurs thématiques seront abordées telles que les droits de l'homme et les lois d'amnistie, la problématique de la lutte contre la criminalité transnationale organisée en Afrique et la coopération judiciaire, la protection des personnes vulnérables en période de conflits armés dans l'espace CEDEAO, la lutte contre le terroriste enjeux et perspectives, la lutte contre la cybercriminalité : quid des nouvelles techniques d'investigations judiciaires et le respect de la vie privée ? La lutte contre la corruption et la délinquance économique et financière : entre discours politiques et engagements judiciaires, quid de la place du citoyen ?

A l'entame de son intervention, le Président de la Transition a laissé entendre que la République du Mali est particulièrement heureuse d'accueillir cette cérémonie. Il a saisi cette tribune pour souhaiter la cordiale bienvenue à tous les magistrats ayant effectué le déplacement en terre africaine du Mali dans le cadre de cette majestueuse rencontre. « **Le thème retenu pour cette rencontre judiciaire présente un intérêt scientifique particulier dans la mesure où elle offre à l'occasion aux spécialistes des questions de droits de l'homme que sont les universitaires, les chercheurs, les professionnels du secteur de la Justice ainsi que les organisations de défense des droits de l'homme de mener la réflexion sur les préoccupations liées à la thématique et de partager les pistes de solutions identifiées** », a-t-il précisé.

Conscient du caractère purement scientifique de cette conférence, le président de la Transition, le Colonel Assimi Goita dira que ce cadre offre à la fois à notre pays et au Sahel, l'opportunité de passer en revue les défis majeurs liés aux fléaux du terrorisme, à la criminalité transnationale organisée et leurs conséquences. Il a encouragé les initiatives allant dans le sens d'une mobilisation sous régionale, régionale et internationale afin de favoriser une réelle prise de conscience de l'impact négatif de ces phénomènes pour la paix, la stabilité sociale et le développement de nos États. « **Malgré la complexité de la crise qui affecte le Mali depuis une décennie et dont il se relève progressivement grâce à la résilience de l'ensemble de ses fils, les autorités de la Transition ont toujours placé au cœur de leurs actions le respect et la promotion des droits humains ainsi que la bonne gouvernance. La promotion des droits de l'homme a toujours constitué une préoccupation majeure pour le Mali** », a-t-il poursuivi.

Avant de conclure ses propos, le Chef de l'Etat a souligné que le rôle de la justice est fondamental en tant qu'institution, devant, d'une part, garantir les droits et libertés des citoyens et d'autre part, servir de socle pour l'émergence d'une gouvernance vertueuse et d'un nouveau type de citoyen, conscient de sa responsabilité et respectueux de ses devoirs pour la reconstruction nationale.

Il faut noter que l'organisation de cette conférence Annuelle du groupe régional africain de l'Union internationale des magistrats est de nature à contribuer au rayonnement international de notre pays, à la promotion des droits humains, de la bonne gouvernance, de la justice sociale et du droit universel.

Ibrahim Sanogo

Propos « inamicaux » de Charles Michel sur le Mali : Bamako proteste !

Les autorités de la transition ont convoqué le Chargé d'Affaires de la délégation de l'Union Européenne à Bamako M. Pascal Perennec lundi 20 février 2023, où il lui a été signifié les vives protestations du gouvernement de la République du Mali suite aux propos dits inamicaux, erronés et agressifs tenus par M. Charles Michel, Président du Conseil européen.

En effet, au cours d'un entretien avec la presse, le Président du Conseil européen a accusé les Autorités maliennes d'avoir rompu les relations avec les partenaires européens, avant d'établir un constat de la situation politique et sécuritaire au Mali. « **Le Ministère des Affaires étrangères regrette profondément ces déclarations tenues par un Haut responsable de l'Union européenne, contraires aux règles diplomatiques et au principe élémentaire de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat souverain.** »

Le Ministère des Affaires Etrangères souligne en outre que certains partenaires européens ont librement décidé, unilatéralement et sans concertation préalable avec le Mali, de mettre un terme à leur coopération bilatérale.

S'agissant de la situation sécuritaire au Mali, évoquée par M. Charles Michel, le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale rappelle la responsabilité historique de certains Etats membres de l'Union européenne, dans la déstabilisation de la région du Sahel suite à l'intervention unilatérale de l'OTAN en Libye.

« **Les commentaires de M. MICHEL sont d'autant plus malvenus qu'ils omettent les progrès tangibles réalisés par les Forces armées maliennes sur le terrain, grâce notamment à la montée en puissance des Forces armées et de sécurité maliennes, et à la stratégie de diversification des partenariats décidée par Son Excellence Le Colonel Assimi Goïta, Président de la Transition, Chef de l'Etat.** »

Le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale dit regretter les propos empreints de légèreté à un tel niveau de responsabilité, particulièrement lorsqu'ils contribuent à tenir une relation pourtant cordiale entre le Mali et l'Union européenne, qui continue d'intervenir, au quotidien, en soutien aux efforts du Gouvernement pour améliorer les conditions de vie des populations maliennes à travers plusieurs programmes de coopération.

Le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale lance un appel à la raison, au sens de la mesure et à l'arrêt de la campagne de désinformation contre le Mali.

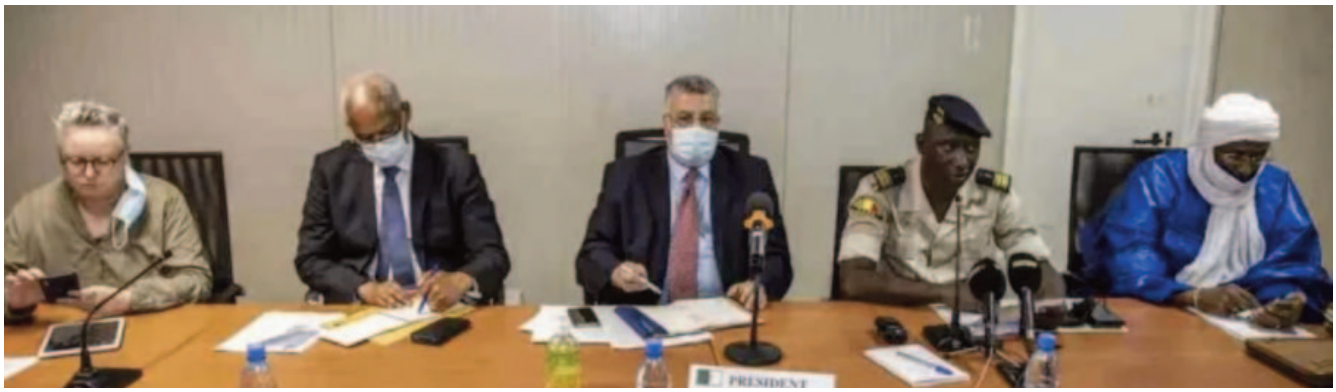
Enfin, le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération internationale rappelle que le Gouvernement de la République du Mali reste attaché au renforcement des relations amicales et de coopération avec tous ses partenaires, dans le cadre du respect des choix stratégiques et de partenaires du Mali.

Les autorités de la transition exigent qu'aucun partenaire ne s'immisce dans les affaires internes du Mali encore moins imposer le choix d'autres partenaires au nom de la souveraineté retrouvée.

Binadjan Doumbia

Difficultés de mise en œuvre de l'Accord d'Alger : La Médiation internationale préoccupée

La médiation internationale se dit profondément préoccupée par les sérieuses difficultés que rencontre le processus de paix au Mali. Elle a réagi à travers un communiqué après des démarches auprès des parties maliennes et la visite du ministre des Affaires étrangères de l'Algérie, chef de file de la Médiation internationale à Bamako.



Face au climat de tension qui prévaut entre les parties maliennes sur la mise en œuvre de l'Accord d'Alger, la Médiation internationale a, au cours des semaines écoulées, intensifié ses démarches auprès des parties maliennes à l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger. « **Les 9 et 10 janvier 2023, le ministre des Affaires étrangères de l'Algérie, chef de file de la Médiation internationale, s'est rendu à Bamako, où il a eu des échanges avec les autorités maliennes ainsi que d'autres parties prenantes. Le 1er février 2023, une délégation de la Médiation internationale a rencontré, à Kidal, la Coalition des Mouvements de l'Azawad (CMA). Le 13 février, à Bamako, la Médiation a rencontré les Mouvements de la Plateforme et ceux dits de l'Inclusivité.**

Enfin, le 14 février, la Médiation internationale a été reçue par le Ministre la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, chargé de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale », Colonel-Major, Ismaël Wagué.

Selon le même communiqué, « **la Médiation internationale compte poursuivra ses efforts dans les jours à venir et, dans l'exercice des responsabilités qui lui sont confiées, prendra toutes autres initiatives jugées nécessaires pour réunir les conditions de la reprise, dans les meilleurs délais, du fonctionnement des mécanismes de suivi de l'Accord de paix et celles du parachèvement de sa mise en œuvre, y compris la tenue d'une session de haut niveau du Comité de suivi de l'Accord** ».

Selon la Médiation internationale, l'Accord de paix demeure la base la plus viable pour la restauration de la paix et la promotion durable de la réconciliation et de la concorde au Mali. C'est pourquoi, elle forme l'espoir de pouvoir compter sur la compréhension et la pleine coopération des Parties pour l'aboutissement de ses efforts.

Cependant, la Médiation internationale souligne que la situation présente, marquée par l'acuité de la menace terroriste et les souffrances indicibles subies par les populations, requiert un engagement renouvelé de la part de toutes les Parties, y compris des efforts redoublés pour bâtir la confiance nécessaire à l'aboutissement du processus de paix.

Par ailleurs, face à ce contexte, la Médiation internationale a exhorté les parties ainsi que tous les autres acteurs concernés, à s'abstenir de déclarations ou d'actes de nature à accroître les tensions et à compliquer les efforts en cours.

Pour rappel, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), - formée d'ex rebelles - signataire de l'accord de paix en 2015, a annoncé qu'elle se retirait de la commission chargée de finaliser le projet de nouvelle Constitution.

Elle avait déjà suspendu en décembre sa participation aux mécanismes de mise en œuvre de l'accord de paix, tout comme la quasi-totalité des groupes armés signataires, arguant de « **l'absence persistante de volonté politique » des autorités. Dans un communiqué, la CMA indiquait « qu'elle ne prendra pas part à la commission chargée de la finalisation du projet de Constitution ». Ce groupe armé « se démarque des déclarations unilatérales du ministre (des Affaires étrangères Abdoulaye) Diop à la tribune des Nations unies ce 27 janvier 2023 parlant 'd'élans freinés' dans la mise en œuvre de l'Accord par les mouvements signataires** ». Selon la CMA, il s'agit « **d'une dégradation évidente du processus consacrant un net recul d'intérêt de la partie gouvernementale à l'Accord de paix** ». Dans un communiqué signé par son porte-parole Almou Ag Mohamed, la CMA avait réitéré avec insistance sa demande de réunion en un lieu neutre avec la médiation internationale pour discuter de la viabilité de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger.

Binadjan Doumbia

Sans tabou : Pourquoi tant d'acharnement contre Choguel ?

Les nouvelles du weekend dernier ont été marquées par l'annulation de la visité du premier ministre le Dr Choguel Kokalla Maiga et sa délégation dans les cercles de Bourem et Ansongo. Un aléa tout à fait normal dans un contexte de ni paix, ni guerre que notre le pays connaît depuis le coup d'état de 2020. Mais cette information, au lieu d'être une source de préoccupations pour la nation entière, semble plus tôt avoir procuré un plaisir aux détracteurs du premier ministre et ceux de la transition, qui en font leur chou gras depuis quelques jours.

Dans une vidéo publiée à son retour, le Premier Ministre a expliqué qu'en raison de certaines contraintes administratives qui ont empêché la délégation de faire le déplacement vers ces deux villes.

«Je salue la population de Bourem et d'Ansongo, leur présente mes excuses et leur remercier pour tout ce qu'ils ont fait. Certains ont même commencé la fête pour mon arrivée. Ils ont tout mis en œuvre en termes de manifestations et voulaient montrer à tous que le premier ministre est de leur cercle. Je leur ai dit que l'on parle toujours de souveraineté et que personne de l'extérieur ne viendra faire notre travail ici et personne n'ira faire leur travail là-bas. Et, nous non plus ne pouvons pas quitter Bamako et venir dicter au gouverneur comment il doit gérer sa région.

Le gouverneur a pris une décision. Cependant, il est venu me voir en me disant que je ne peux pas aller à Bourem et Ansongo, et que les Autorités de Bourem et Ansongo viendront à Gao. Je suis donc allé voir ma délégation, je leur ai dit de s'en tenir à la décision du gouverneur, c'est lui le patron ici, c'est lui le président même si le Premier Ministre est là, c'est le gouverneur qui connaît ici mieux que quiconque. Ainsi, on a de ce fait accepté sa décision. », a-t-il expliqué.

Une explication qui doit éteindre les ardeurs fâcheuses de tous citoyens animés de bonne foi. Mais hélas, voilà une raison de plus pour certaines personnes de faire des jours de polémiques, pour dénigrer tout une nation, en voulant se moquer du premier Ministre. « L'annulation de ces étapes lors de cette visite du premier ministre de transition dans la région de Gao constitue un nouveau camouflet pour l'exécutif malien», selon plusieurs personnes anti gouvernement Choguel. Le fait de brandir cette annulation comme une épée de Damoclès sur la tête du Premier Ministre et des FAMa est juste une mauvaise foi des détracteurs de la transition.

Puisque, elle fait la gloire des certains politicards qui n'aiment ni la transition encore moins ces meneurs. Par le mépris de certains à la personne du Dr Choguel Kokalla MAIGA, ils sont prêts à exposer la transition à la critique et semer le doute sur la montée en puissance des FAMa, qui aujourd'hui grâce à Dieu et les efforts de la transition peuvent assurer la sécurité de la délégation de ces personnes à Bourem et Ansongo.

La preuve, au moment où ils faisaient la saga pour fêter, selon eux même la défaite de la délégation gouvernementale pour des raisons "Sécuritaire" les FAMa, pour information, assurent à des milliers des maliens dans ces localités jugées dangereuses.

Toutefois, ils ne diront jamais cela. Comme si reconnaître les efforts de nos vaillants soldats sur les différents terrains d'opérations serait une victoire personnelle du Premier Ministre et non du Mali.

Les mêmes personnes qui sermonnent le gouvernement pour cet incident ont applaudi la fameuse boutade de l'ancien président IBK: « Aucune fanfaronnade ne m'amènera à Kidal », avouant ainsi l'incapacité de son régime face à la grande insécurité qui secouait le pays. Pourtant, force est de reconnaître que le grand deuil dans les rangs des FAMa devient de plus en plus un mauvais souvenir, même si la sortie sporadique des terroristes causent quelques dégâts, notamment parmi les populations civiles sans défense.

En tout état de cause, ceux qui se réjouissent de l'annulation des étapes de Bourem et Ansongo de la visite du Premier ministre dans sa région et se délectent en persiflage doivent savoir que ce n'est pas contre Choguel qu'ils plantent la dague, ils doivent aussi accepter de reconnaître qu'ils souhaitent la victoire de l'ennemi, de l'insécurité et terrorisme sur celle de nos FAMa.

PAR CHRISTELLE KONE
Source : Info Matin

Rayonnement de la culture malienne à l'extérieur : Magma demande une clarification de la mission du Conseiller culturel dans les Ambassades

Afin de changer le visage des représentations diplomatiques de notre pays, Magma Gabriel Konaté du CNT souhaiterait que les conseillers culturels dans les Ambassades maliennes soit des personnes où le dynamisme et l'esprit sauront faire rayonner notre culture.

En transport à Ségou pour la première session de la Rentrée diplomatique sous le thème : « Comment faire de la Culture un outil d'influence au service de l'action extérieure du Mali », le Président de la Commission Education, de la Culture, des Technologies de l'information et de la Communication, de l'Artisanat et du Tourisme, Gabriel Magma Konaté, n'est pas allé avec le dos de la cuillère pour titiller le ministère des Affaires Etrangères et de la coopération internationale dans son choix des conseillers culturels dans nos Ambassades.

Selon lui, ce pays dispose d'énormes potentialités en matière culturelle, dans le domaine des Arts plastiques et scéniques, de la musique et dans bien d'autres secteurs méconnus ou non encore exploités. A ses dires, il nous incombe de comprendre alors, que la gestion d'une représentation diplomatique ne va se limiter aux rapports entre Etats ; mais il s'agira de mener une diplomatie allant dans la Promotion de la culture nationale. « Nous devons mettre en exergue, le rôle que pourrait jouer un conseiller culturel dans une mission diplomatique ; car il lui appartient de faire de son Ambassade une vitrine de prospection, de dynamisation, de promotion et de vente de son pays à l'extérieur ». Et de poursuivre « Il fera à cet égard, de la mission diplomatique un instrument privilégié de mise en œuvre de la coopération au profit du développement.

Pour M. Konaté, « le rayonnement de la culture doit commencer depuis l'entrée de l'Ambassade dans le pays d'accueil. Dans une représentation diplomatique tout doit refléter l'image du pays d'origine, du plancher au plafond ».

Un mauvais choix

Et de déplorer que « depuis l'indépendance jusqu'à nos jours, les conseillers culturels dans les représentations diplomatiques sont des fonctionnaires du ministère de l'Education, du ministère du développement rural et du ministère de la Santé en position de détachement auprès du ministère des Affaires Etrangères sans avis du ministère en charge de l'Action culturelle du gouvernement ». Le président de la Commission Culture du CNT martèle « Voilà donc des postes de récompense et non de compétence ».

Par la suite, il dit qu' « une clarification de la mission du conseiller culturel s'impose ».

S'il s'occupe des bourses et des étudiants de sa juridiction, il devient chargé de protocole ou l'homme à tout faire de son ambassadeur lorsqu'il n'y a pas d'étudiants, alors que ses objectifs et attributions sont clairs et précis.

L'homme qu'il faut à la place qu'il faut

Les représentations diplomatiques ajoute Magma, doit dorénavant promouvoir les échanges par la diffusion et la publication des œuvres d'esprit et d'art : littérature, technologies, politique sociale, romanciers, écrivains, poètes, conteurs, griots...

« Il doit également connaitre les sites culturels du territoire ; organiser des activités culturelles dans le pays d'accréditation : Semaines : cinématographiques, théâtrales, musicales, d'art culinaire, vestimentaire, artisanale, plastique, touristique, galeries ; répertorier les différents accords de coopération culturelle ; connaitre les différentes ethnies du pays et les spécificités (langue, couture, conte, légende). Nous osons croire que ce conseiller culturel par son dynamisme et son esprit saura faire rayonner notre culture » dans le pays d'accueil.

Enfin, il s'est félicité de l'initiative des autorités de la transition, à jeter les fondements du Mali kura à partir des valeurs sociétales de notre pays, car conclu t-il, la place du Mali au rendez-vous du donner et du recevoir à l'heure de la mondialisation où la culture est devenue un véritable enjeu.

Amadou Sidibé
Source : Arc en Ciel

Ouverture des frontières de côte d'ivoire : Le blocus du Mali enfin levé

Rapportant le conseil des ministres ivoirien, les confrères de la RTI ont annoncé la reprise des activités aux postes frontaliers avec le Mali une autre bouffée d'oxygène en plus, après la levée des sanctions de la CEDEAO l'an dernier comme quoi, le Mali n'est pas le seul à être éprouvé par les restrictions sous-régionales et la réouverture ainsi annoncée implique le recouvrement d'un manque à gagner annuellement enregistrer depuis fin 2019.

Aussi, la frontière de Sikasso, qui était la plus juteuse, va enfin retrouver un dynamisme également profitable à Abidjan, qui n'en faisait guère moins les frais. Et pour cause, depuis février 2022, la cherté de la vie y bat son plein, à telle enseigne que le gouvernement d'Alassane Ouattara a dû faire face à des interpellations corsées par l'opinion sur les effets de la fermeture des frontières : inflation galopante des prix, restriction des activités économiques et portuaires, etc.

Consécutif au Covid et ses implications sanitaires et sécuritaires, le blocus a par ailleurs favorisé la floraison du transport cycliste et des motos devenues les moyen les plus prisées pour traverser la frontière avec 3 barrages militaires en pleine brousse et des droits de passage pouvant s'élever jusqu'à 5 000 CFA. À noter que le transport à moto est payé auprès du chauffeur qui évalue son tarif selon les bagages du client : 6 000 à 15 000 CFA la charge.

L'arrêt du poste-frontière Pogo suite aux sanctions de la CEDEAO a entraîné par ailleurs la hausse des produits de première nécessité dont la viande de boeuf, l'huile de cuisine voire le carburant. Pour ce qui concerne spécifiquement la viande – dont Bamako reste le principal fournisseur en terre ivoirienne -, le kilogramme atteint actuellement 2 500 où 3 000 F CFA selon les vendeurs et les zones amis qu'il coûtait 2 200 à 2 300 CFA.

Puisque les sanctions devraient conduire à une fermeture subséquente des frontières, beaucoup s'étaient étonnés des failles du côté ivoirien et les imputaient à la non application des mesures par la Côte d'Ivoire avant de comprendre l'existence d'ouvertures de frontières unilatérales et bilatérales.

La levée actuelle indique bien que la peine économique subie par le Mali est bien partagée par ses voisins de la CEDEAO.

Notons enfin, qu'en Côte d'Ivoire, l'huile de cuisine, la viande, le riz, le logement, ou les cubes d'assaisonnement ont connu récemment des hausses allant de 10 à 40% alors que l'année 2021 avait déjà été marquée par une augmentation généralisée des prix.

Mais à voir de près, les réelles motivations de cette décision se situent à deux niveaux : la grâce des 49 militaires ivoiriens par le Colonel Assimi Goita qui a fait parler son coeur et la mise au pilori du port d'Abidjan depuis les sanctions de la CEDEAO en faveur de la Guinée qui a finalement été l'unique soutien de Bamako pendant les moments difficiles.

IK

Source : Le Témoin

Burkina : Une soixantaine de terroristes tués après une attaque contre l'armée

L'armée annonce, lundi, avoir neutralisé au moins 60 terroristes après avoir subi une attaque, vendredi dernier qui coûté la vie à huit (08) militaires.

Des soldats burkinabè ont été la cible d'une embuscade suivie de « tirs nourris » de jihadiste, vendredi 17 février 2023, entre les localités de Oursi et Déou, dans la région du Sahel, rapportent des sources concordantes.

L'armée parle « d'intenses combats » au cours d'une « attaque complexe » qui a couté la vie à huit (08) soldats et blessé trois autres. « Plusieurs militaires sont toujours recherchés », ajoute l'Etat-major général de l'armée qui fait savoir que tous les moyens sont mis en œuvre pour les retrouver.

Des renforts ont été, par la suite, déployés en appui et pour procéder à des opérations de ratissage. Ils ont ensuite pris en chasse plusieurs colonnes de terroristes rescapés qui se sont rendus dans une forêt près de Soum-Bella, à la frontière malienne, où se trouve leur base, croit savoir l'Agence d'information du Burkina (AIB).

Nos sources indiquent que l'armée y a mené des frappes aériennes, neutralisant plusieurs dizaines d'hommes armées, affiliés au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et détruit du matériel de guerre.

« Une soixantaine de terroristes ont été tués lors de la contre-offensive aérienne qui a visé les colonnes ennemies qui tentaient de s'exfiltrer en direction de la frontière au Nord », assure l'armée qui soutient avoir détruit sept véhicules armés et des dizaines de motos.

L'armée salue le courage des soldats et invite les populations à s'abstenir de diffuser des bilans qui ne corroborent aucune constatation sur le terrain.

Depuis 2015, le Burkina est la cible d'exactions des groupes jihadistes qui ont fait des milliers de victimes et entrainé le déplacement de près de deux millions de personnes.

DS/ac/APA
Source : APA

Samuel Eto'o : « Ce que j'ai fait de l'argent que j'ai gagné durant ma carrière de footballeur »

Samuel Eto'o est largement reconnu comme l'un des plus grands attaquants de l'histoire. Il a connu une carrière exceptionnelle tant au niveau des clubs que sur la scène internationale. Au cours de sa carrière, Samuel Eto'o a remporté de nombreux titres majeurs et des distinctions individuelles. Il a notamment remporté deux triplés, d'abord avec Barcelone puis avec l'Inter Milan, ce qui est considéré comme un exploit rare et exceptionnel dans le monde du football.

Durant sa carrière, a également gagné beaucoup d'argent. A une époque, le Camerounais était même le joueur le mieux payé au monde, après son transfert à l'Anzhi Makhachkala, en Russie. Cette argent, Eto'o révèle le mettre au service des plus nécessiteux.

« L'argent que j'ai gagné m'a donné l'opportunité de redonner aux gens qui n'ont pas les mêmes opportunités que moi« , a déclaré l'actuel président de la Fédération camerounaise de football, dans des propos rapportés par Sportmob.

En effet, Samuel Eto'o est également connu pour son engagement social et humanitaire en Afrique, notamment à travers sa fondation qui œuvre pour améliorer l'accès à l'éducation et à la santé pour les enfants défavorisés. Samuel Eto'o est un véritable modèle pour les jeunes joueurs et un symbole de réussite pour les Africains.

Senenews.com

Bélier (21 mars - 19 avril)

Du côté de vos activités, tout devrait bien se dérouler, en dépit de quelques moments de tensions pendant lesquels vous n'hésiterez pas à exprimer ouvertement votre dépit. Ce sera dommage, car on interprétera votre attitude comme un manque de motivation.
Vous aurez des adaptations budgétaires à prévoir, car votre secteur financier se retrouvera en zone instable. Difficultés à régler échéance, erreur de gestion ou débordements, vous devrez rester prudent et veiller sérieusement à votre gestion.

Taureau (20 avril- 19 mai)

L'aspect entre la Lune et Uranus est excellent pour les démarches en vue d'un nouveau job. Si vous cherchez du travail ou si vous souhaitez changer de poste, comptez sur les astres pour doper votre créativité. Vous saurez marquer des points par une originale inventivité.
Vous devrez restreindre les dépenses de loisir si vous voulez pouvoir mettre de côté quelques euros en vue d'un projet à venir. Vous avez tendance à vous faire plaisir quand ça vous chante, mais entre vous faire des cadeaux et économiser, il faudra que vous choisissiez.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous êtes très insatisfait de la situation professionnelle actuelle. Elle vous donne l'impression d'être la dernière roue du carrosse. Vous pouvez éprouver de la frustration et un sentiment d'ingratitude. Un changement de travail est la voie du salut.
Des efforts sont encore à faire, car le budget reste insuffisant. Vous devez calculer au plus près les frais liés à votre train de vie et votre trésorerie dédiée aux loisirs. Du bon sens et un peu de frustration pourraient vous aider à passer ce cap financier.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous ferez un sacré bond en avant et vous aurez de vraies chances de progresser et de renforcer votre efficacité professionnelle. À la recherche d'un emploi, exprimez des propositions, faites jouer vos réseaux, vous obtiendrez des retours intéressants.
Vous devrez suivre les contraintes de Mercure et pas question de dépenser sans compter. Elle sera douée pour accélérer vos rentrées d'argent, vous indiquer de bonnes affaires ou vous montrer comment mieux vivre avec les moyens dont vous disposerez.

Lion (22 juillet - 23 août)

Un supérieur hiérarchique vous fait confiance et vous donne l'occasion de saisir une opportunité. Cette nouvelle peut vous déstabiliser aussi, car vous n'êtes pas tout à fait prêt. Faites-vous confiance tout en réfléchissant vite face à ce choix inédit.
Ce n'est pas l'ambiance des économies, mais avec du bon sens vous pourriez freiner votre dilapidation du salaire. Ce dernier part aussitôt qu'il entre dans différentes destinations et spécialement dans les loisirs. Des joies actuelles peuvent causer des frais.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Ne vous énervez pas si des réponses tardent à arriver. Vérifiez que les mails sont bien envoyés et pas coincés dans les brouillons par exemple. Mercure perturbe les échanges et ralentit le tempo. Ne le laissez pas oeuvrer et redoublez de vigilance.
Ce domaine va vous obliger à la patience. Vous attendez un remboursement depuis un moment déjà et malgré les relances, vous devrez patienter encore un peu. Certes, vous avez besoin de cet argent, mais vous énerver ne fera pas avancer les choses plus vite.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

La carrière professionnelle apporte des désagréments et vous devez vous montrer très patient. Votre évolution dépend d'un concours de circonstances. La vie vous propose de remplacer une personne qui part du service. Cet imprévu tombe à point nommé.
Les jours se suivent et se ressemblent. Des frais importants concernent des factures et des paiements obligatoires. Vous devez garder une trésorerie pour les règlements utiles et peu investir peu dans les loisirs et la frustration semble inévitable.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Un collègue vous mènera la vie dure. Il guettera un faux pas dans l'espoir de prendre votre place. Accrochages verbaux, malentendus ou absence totale de communication compliqueront sérieusement les choses, mais vous ne baisserez certainement pas les bras.
Cette proposition ne vous dira rien qui vaille. Vous serez surtout frileux à l'idée d'investir ou d'acheter quelque chose, car vous aurez besoin de grossir votre bas de laine pour vous sentir bien. Louper une opportunité ne vous viendra pas à l'esprit.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Des changements importants risquent de vous placer dans une situation inconfortable. Uranus bouscule les habitudes. L'organisation établie n'a plus lieu d'être. On vous demande de vous adapter. Ça coince ! Mars et Mercure en carré à Uranus vous rendent mordant...
Saturne et Neptune vous aident à faire fructifier vos affaires ou vos revenus ou encore de choisir le bon placement. Vous aurez du flair ! Résistez à la poussée dépensière que risque de vous envoyer Jupiter et tout ira bien !

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

C'est dans votre coin, loin du bruit et de l'agitation que vous pourrez vous concentrer pour avancer avec efficacité sur ce que vous avez à faire. Si vous travaillez de chez vous, isolez-vous par exemple en installant un coin bureau dans votre chambre.
Côté financier le climat s'annonce agréable. Vous n'êtes pas à l'abri d'une bonne surprise aujourd'hui. Ça pourra être le fait de profiter d'une grosse ristourne sur un achat impératif ou de voir une somme arriver sur votre compte. En tout cas, ça permettra de garder votre budget à flot.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Des contacts avec vos collaborateurs sont en train de se transformer. Un appui d'un collègue a la possibilité de vous ouvrir des portes. Un choix crucial est en cours. N'écoutez pas la peur de l'échec, car elle pourrait empêcher une bonne coopération.
Des efforts sont à faire pour ne pas céder aux achats. Ces derniers peuvent impliquer la décoration de la maison ou bien de changer de tenue vestimentaire. Uranus en Taureau vous entraine vers des dépenses très imprévisibles ou liées aux technologies.

Poisson (19 février - 21 mars)

Vos rendez-vous et les dossiers vont s'enchaîner à flux tendu. Des tensions relationnelles, des critiques ou des polémiques pourraient bien vous compliquer la tâche. Dans votre intérêt, essayez de ne pas surenchérir et préférez une attitude abordable.
Un peu de prudence sera la bienvenue, car si la chance sera sur votre chemin, une certaine insouciance pourrait occulter des réalités importantes. Ainsi prévenu, vous aurez la possibilité de réagir à temps, surtout si vous avez fait de mauvais choix.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com